

Dans les débats électoraux la question de l'éducation et de la formation est centrale. Elle conditionne directement notre avenir et notre capacité à surmonter la crise. Sur ces questions, les a priori idéologiques sont nombreux et la pensée officielle de l'éducation nationale souvent archaïque. La réforme de l'université est loin d'être achevée et satisfaisante. C'est pourquoi nous lui consacrons un ensemble d'analyses de fond et resterons particulièrement vigilants aux programmes et aux déclarations des candidats sur les questions d'éducation et de formation.

Notre système scolaire produit 40 000 illettrés par an. L'ascenseur social est en partie bloqué. L'accès aux grandes écoles est majoritairement réservé aux élites parisiennes ou aux enfants d'enseignants. Pourtant l'enseignement primaire et secondaire engloutit près de 62 milliards d'euros (3, 22% du PIB, 21,6% du budget, 50 % des équivalents temps plein du budget de fonctionnement de l'Etat). La dépense annuelle par élève est de 6 000 € par an.

Le résultat est catastrophique. Notre système scolaire est naufragé. Le fait qu'il ne soit pas en meilleur état dans d'autres démocraties, pas toutes, n'est pas une consolation. Selon le Haut Conseil de l'Education quatre écoliers sur dix sortent de CM2 avec de graves lacunes scolaires. Cent mille ne savent pratiquement ni lire ni écrire. Les inégalités sont criantes plus de 34 % des enfants de chômeurs de longue durée sont concernés par ces retards d'apprentissage contre 4, 4% des enfants de cadres.

Devant un tel échec de notre système éducatif tout serait à remettre à plat : la formation des enseignants, leur nombre, leurs rémunérations et leur évaluation mais aussi les programmes et les rythmes scolaires. Plus encore il faudrait libérer le système de toutes ces contraintes. Une vraie liberté scolaire, pas seulement une autonomie ambiguë concédée par l'Etat et toujours remise en cause. Ceci suppose évidemment beaucoup de courage politique pour affronter le « Mammouth », mais aussi une véritable révolution culturelle qui doit s'inscrire dans une politique éducative globale concernant en premier lieu la famille et les parents. La question de l'éducation devrait être une des très grandes priorités du prochain quinquennat.

Hélas à ce jour les programmes des candidats sont très en deçà d'une vraie mise en cause d'un système qui a failli et qui pèse lourdement sur l'avenir de la France, sa prospérité, la paix civile et plus encore son avenir.